

# La maladie de l'Unesco

Un directeur mégalomane, une gestion folle au service des passions politiques : l'Unesco a oublié sa mission. L'annonce du retrait américain aura-t-elle un effet salutaire ?

Abou-Simbel, Philae, Borobudur... A l'Unesco, qui a contribué au sauvetage de ces temples, les dieux ont rendu au centuple : l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture est encore auréolée des services rendus au patrimoine de l'humanité. Pourtant, c'est elle, aujourd'hui, qui fait figure de monument en péril.

Créée en 1946 afin de favoriser la compréhension entre les peuples, l'Unesco est durement secouée par l'« accélération de l'Histoire ». Rejointe tardivement par les pays du bloc de l'Est, bouleversée par l'arrivée des nouveaux Etats issus de la décolonisation (elle compte aujourd'hui 161 membres, pour une vingtaine au départ), elle s'adapte aux urgences du tiers monde : alphabétisation formation. Mais, très vite, elle en épousa aussi les querelles et les passions.

Les décisions sont bientôt prises par une majorité automatique — tiers monde et pays communistes. Le clivage jouera à plein lors de la première grave crise politique de l'Organisation, en 1974. Cette année-là, l'Assemblée générale vote contre l'inscription d'Israël dans l'un de ses cinq groupes régionaux. En clair, elle l'exclut. Le Congrès des Etats-Unis gèle sa contribution à l'Unesco : le quart du budget annuel.

Aujourd'hui, la décision des Etats-Unis de se retirer de l'Organisation n'est pas seulement d'humeur, mais aussi de raison. Une étude a été supervisée par Gregory Newell, secrétaire d'Etat adjoint pour les organisations internationales. « Ce que l'enquête a découvert, remarque un fonctionnaire de l'Unesco, c'est facile à deviner : une expansion budgétaire sauvage, une gestion calamiteuse, une utilisation des ressources financières sans aucune transparence, une direction générale ubuesque. »

Mais, aux yeux des Américains et de la plupart des Occidentaux, le mal est plus profond encore. Par un phénomène de « glissement progressif », pour citer un autre fonctionnaire, « les programmes de l'Unesco sont devenus

des caricatures de toutes les valeurs qui fondent les démocraties ». L'Organisation semble abandonner peu à peu sa vocation. Le siège parisien — plus de 2 500 personnes — rassemble près des deux tiers du personnel et absorbe 70 % du budget. Cette machine est tournée vers la définition laborieuse d'un « nouvel ordre du monde » ; nouvel ordre économique, nouvel ordre normatif (droits des peuples, en clair droits des Etats, par rapport aux droits de l'homme), nouvel ordre de l'information, le fameux Nomic.

Les innombrables résolutions de l'Unesco ne sont pas créatrices de droit international. Mais le verbiage « uneskien », comme la Novlangue de

de Paris en mars dernier) se sont faits les champions de la « souveraineté de l'information » : le droit à la fermeture des frontières et au brouillage.

Les pays du tiers monde redoutent, selon le mot de Jacqueline Baudrier, l'ambassadeur de la France auprès de l'Unesco, « l'analphabétisme électronique ». Que les pays industriels leur fournissent une assistance technique, voilà une tâche conforme à la mission de l'Unesco. Mais, en vérité, l'obsession de la majorité automatique, c'est que la technologie des Occidentaux puisse faire craquer les barrières qui s'opposent à la diffusion de l'information. Un haut fonctionnaire de l'Unesco remarque avec bon sens : « On devrait reconnaître qu'il n'y a pas d'accord possible entre les pays qui pratiquent la liberté de la presse et ceux qui la refusent. Et enterrer le Nomic. »

Un conseil qui ne peut que déplaire à l'enseignant sénégalais Amadou-Mahtar M'Bow, le directeur général de l'Unesco : n'est-il pas une parfaite incarnation et un remarquable manipulateur de la majorité automatique ? Nommé sous-directeur général pour l'Education en 1970, élu directeur général en 1974, avec la bénédiction des Américains, M'Bow est réélu en 1980. Pour sept ans. Le D.g. ne supporte guère les critiques. On ne



Mme Jean Gerard, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Unesco.

George Orwell, est opérationnel. Deux exemples récents : le gouvernement malais s'appuie sur le Nomic pour ordonner au plus grand quotidien de Kuala Lumpur d'interrompre son abonnement à l'agence Reuter. Au Surinam, où la presse libre a été physiquement liquidée, la déclaration de l'Unesco sur le Nomic est citée comme règle de conduite par les gestionnaires de la nouvelle agence de presse nationale. A l'Unesco, les Soviétiques (parmi eux, 12 des 47 espions expulsés

compte plus les fonctionnaires mis au placard pour crime de lèse-majesté. Et ceux qui s'en vont, découragés : en trois ans, une vingtaine de directeurs ou de sous-directeurs compétents.

Parmi eux, quelques-uns rompent le silence : ainsi Pierre de Senarclens, ex-directeur de la division des Droits de l'homme et de la paix. Il dénonce « un climat de méfiance, de préjugés, d'intolérance, d'incohérence, d'arbitraire, de peur et de servilité ».

Le destin du secteur des Sciences



## Nigeria : la démocratie escamotée

Le géant de l'Afrique,  
à bout de souffle,  
applaudit les généraux.



L'ex-président  
Shehu Shagari  
(en haut).  
Le général  
Mohammed Buhari :  
un « conservateur  
modéré ».

« Une grande victoire pour la démocratie. » C'était le 10 août 1983 : le président nigérian Haji Shehu Shagari venait d'obtenir un deuxième mandat de quatre ans, au terme des premières élections sous contrôle civil qu'ait connues le pays depuis son indépendance. La presse internationale, unanime, saluait l'« exemple », le « modèle », la « maturité politique ». La preuve n'était-elle pas ainsi faite qu'un pays d'Afrique noire — et pas n'importe lequel — pouvait vivre autre chose que le traditionnel régime du parti unique à caractère dictatorial ?

« Sauver le Nigeria de l'effondrement. » Le 31 décembre 1983, ce n'est plus Shagari qui parle, mais le général Mohammed Buhari, 41 ans, nouveau président nigérian, à la suite du quatrième coup d'Etat réussi par l'Armée en vingt-trois ans. Musique militaire, proclamations solennelles, couvre-feu du « crépuscule à l'aube »... La routine. Une routine que l'on croyait pourtant bannie pour longtemps du pays le plus peuplé d'Afrique. Mais que s'est-il donc passé au Nigeria ?

« Une chose simple, répond un expert français. On pourrait appeler cela l'effet de masse. Un Sénégal en faillite, ça peut s'assumer de l'extérieur. Un Nigeria en faillite, avec ses 90 millions d'habitants, ses 250 ethnies et ses 200 dialectes, c'est tellement explosif que le recours aux militaires paraît toujours le meilleur moyen d'éviter le pire. » De fait, la faillite, elle n'est plus très loin lorsqu'on négocie — depuis six mois — avec le Fonds monétaire international (pour une ligne de crédit de 2,5 milliards de dollars), ou avec un consortium d'une trentaine de banques étrangères (pour un rééchelonnement de dette de 2 milliards de dollars). Elle n'est plus très loin non plus lorsque le montant des réserves en devises ne dépasse pas la valeur de trois semaines d'importations. La cause principale de cette déconfiture ? Celle-là même qui avait permis au Nigeria d'accéder au rang de superpuissance africaine : le pétrole. Plus de 2 millions de barils par jour et 24 milliards de dollars de revenu annuel en 1981, à peine 1 million de barils par jour et moins de 10 milliards de dollars trois ans plus tard. Une catastrophe pour un pays où le pétrole représente toujours 90 % des recettes d'exportation et 80 % des revenus de l'Etat.

A partir de là, un schéma dit « classique » : la prise de conscience des difficultés se traduit par une limitation draconienne des importations (avril 1982), puis par l'adoption de budgets d'austérité tout aussi rigoureux (dont le dernier, le 29 décembre, à la veille du coup d'Etat). Résultat : des grands projets annulés (la modernisation des

transports ferroviaires) ou qui traînent en longueur (un seul laminoir en état de marche quinze ans après la signature du contrat de l'aciérie géante d'Ajaokuta, dix ans de retard dans la construction de la nouvelle capitale fédérale, Abuja). Des usines qui ferment, faute de matières premières. Un chômage qui continue d'exploser, malgré l'expulsion sans ménagement d'un million et demi de travailleurs ghanéens, béninois ou togolais en janvier 1983. Une population qui, échec de la « Révolution verte » et corruption aidant, a de plus en plus de mal à se procurer les denrées de base (100 nairas, soit 600 Francs, le sac de riz importé, alors que le salaire minimum ne dépasse pas 150 nairas). Bref, des foyers de tension qui se multiplient dans un pays qui n'a certes pas besoin de cela...

### « Réduire le gaspillage »

Pas étonnant, donc, que le retour au pouvoir des militaires ait été accueilli sans hostilité apparente. Lagos, capitale surpeuplée, est resté calme. Mieux : les militaires affirment qu'à Jos, dans le centre du pays, on a brûlé l'effigie du gouverneur civil et les emblèmes des partis politiques. Quant à l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse à la frontière nigéro-nigériane, il rapporte, lui, qu'on a dansé dans le Sokoto, l'Etat dont, pourtant, Haji Shehu Shagari est originaire. Les militaires seront-ils pour autant mieux à même de satisfaire les aspirations des Nigériens ?

Le moins que l'on puisse dire est qu'ils se montrent pour le moment particulièrement prudents. « Nous allons d'abord prendre connaissance de l'étendue du désastre », assure le général Mohammed Buhari, avant d'ajouter, en guise d'avertissement : « Que les fonctionnaires qui ne sont pas payés depuis huit à douze mois ne croient surtout pas qu'ils vont l'être du jour au lendemain. » Son plan ? « La gestion prudente des ressources naturelles et la ferme volonté de réduire le gaspillage. » Le principal atout de ce « conservateur modéré » : le crédit que lui vaut, sur le plan international, sa réputation d'homme intègre et un passage réussi à la tête du ministère du Pétrole, en 1979, dans le dernier gouvernement militaire. (On raconte même à Lagos qu'il y fut, à l'époque, l'un des plus ardents défenseurs de la remise du pouvoir... aux civils !) Ce crédit sera-t-il suffisant ? En déclarant, dès sa prise de fonctions, que le Nigeria respecterait ses engagements et, surtout, que ses dettes seraient honorées, il s'est en tout cas efforcé de le justifier...

JACQUES ESPÉRANDEU ■



## LEÇON DE NOUVELLE LANGUE

INFORMATION = CENSURE  
EDUCATION = PROPAGANDE  
TOLÉRANCE = RACISME  
DEMOCRATIE = IMPÉRIALISME



### Amadou-Mahtar M'Bow, directeur général.

sociales, dont il dépendait, est exemplaire : à sa tête, un sociologue mexicain de grande réputation, Rodolfo Stavenhagen. Il démissionne en décembre 1981, lassé par le « terrorisme bureaucratique ». Lui succède son adjointe, Mme Zola N'Kanza, une Zaïroise, dont les méthodes cyniques et le goût de l'intrigue achèvent de démoraliser son équipe. L'Organisation est guettée, selon le mot de Senarclens, par la « clochardisation intellectuelle ».

« Depuis sa réélection, M'Bow perd le sens de la mesure », remarque un haut fonctionnaire. Rêvant de succéder à Kurt Waldheim au secrétariat général des Nations unies, il commence à courir le monde en grand équipage. Le début d'une gestion « à la limite de la légalité ».

Autre sujet d'étonnement : M'Bow multiplie les gestes de complaisance à l'égard des Soviétiques. Exemples récents : lors de la dernière conférence générale, il intrigue pour faire élire au Conseil exécutif le représentant de la Mongolie contre celui du Sri Lanka. Mieux : il tente de faire nommer à la présidence du Conseil exécutif un diplomate indien, prosoviétique inconditionnel, T.N. Kaul. Scandalisé, Iba Der Thiam, vieux rival de M'Bow, revient tout exprès du Sénégal pour alerter ses amis africains : à la grande

fureur du D.g., il fait échouer la manœuvre. Plus singulier : le choix de Sofia en Bulgarie, peu siège de la prochaine conférence générale. Le D.g. met pratiquement l'Unesco devant le fait accompli. « Faute grave », reconnaît l'un des vieux sages de l'Organisation. Il est vrai que Simon Tanguiane, le directeur général adjoint pour l'Éducation — un Soviétique — est devenu, en huit ans de travail acharné, l'un des hommes les plus écoutés par M'Bow.

### Double langage

Le D.g., dans le même temps, multiplie les piques à l'égard des Américains. Un haut fonctionnaire souligne : « Avec eux, M'Bow a franchi une sorte de ligne rouge. » L'ambassadeur américaine auprès de l'Unesco, Mme Jean Gerard, « s'est fait insulter par le D.g. en plein Conseil exécutif », rapporte un témoin. En juin dernier, c'est au tour de Newell d'être violemment pris à partie par M'Bow. « L'affrontement joue le rôle de détonateur dans la crise », remarque un fonctionnaire.

Seul un événement majeur pourrait faire dévier Washington de la voie du retrait. Par exemple, l'élection d'un nouveau D.g. qui s'engagerait à

« remettre de l'ordre dans la maison et à y porter le fer », selon l'expression d'un responsable.

Audacieux, Jean-Pierre Cot, représentant de la France au Conseil exécutif, déclare à L'Express : « Paris soutiendra vigoureusement M'Bow. » Et de mettre en cause la qualité de la représentation américaine à l'Unesco. La délégation de la France juge ces propos bien imprudents.

Défense d'une politique africaine traditionnelle, défense de la langue française, défense du siège de l'Unesco : certes, n'importe quel gouvernement de la République se trouverait bien d'avoir un enseignant sénégalais à la tête de cette organisation. « Mais, interroge un diplomate européen, la France peut-elle rompre le front qui se dessine en faveur d'une réforme radicale de l'Unesco ? »

Les Américains ont choisi le retrait parce qu'ils estiment que l'Organisation est condamnée à s'enfoncer dans l'incurie, la démagogie et le double langage. Si elle trouvait en elle-même, et d'abord dans le groupe des États du tiers monde, le courage de revenir à une gestion saine, à l'efficacité sur le terrain et au rejet de la tentation totalitaire, elle relèverait un défi de taille. A défaut, elle serait condamnée à une mort lente. JÉRÔME DUMOULIN ■ Avec Sylviane Stein.



# Un succès parisien ?

par Olivier Wormser

**I**l y a un mois, sans provoquer forte surprise ou profonde émotion, le Sommet d'Athènes échouait. Les Dix n'étaient parvenus ni à réformer la politique agricole commune (Pac) ni à s'entendre sur les allègements à apporter à la contribution britannique.

La France doit occuper la présidence de la Communauté pendant le premier semestre de 1984. Dans une négociation multilatérale et très technique, le fait de présider constitue-t-il, comme on l'a affirmé parfois, un atout ? Dans les mois qui précéderont la réunion au sommet de Paris, la présidence pourra, certes, multiplier les contacts et militer en faveur de tel ou tel compromis. A deux conditions, toutefois, qui seraient d'avoir de chaque question et de l'ensemble une vue claire, et que celle-ci soit, en tout lieu, exposée en des termes identiques par les différents négociateurs français, puisqu'il y en a, malheureusement, plus d'un. Avant et pendant le Sommet d'Athènes, ces deux conditions n'ont guère été remplies. Si elles devaient l'être dans les semaines à venir — ce qui impliquerait un changement complet des méthodes et des procédures gouvernementales — si, donc, les Français parlaient à nouveau d'une seule voix, un grand progrès serait accompli. Le serait-il qu'il n'en resterait pas moins que le fait de présider les Dix n'est pas nécessairement un atout. Il peut être, au contraire, et surtout dans le cas d'espèce, un handicap.

La présidence est tenue, en fait, à une certaine neutralité et se trouve souvent gênée pour pousser ses pions et faire prévaloir ses idées. Bien plus, occuper la présidence lorsqu'on représente un pays qui, comme la France, a un intérêt majeur à ce que soit trouvé un accord sauvegardant la Pac vous expose au chantage des Etats qui n'éprouvent pas le même désir de la sauver. En d'autres termes, la présidence pourrait être obligée de faire des concessions importantes. François Mitterrand a, en l'occurrence, trop besoin d'un succès pour se trouver, en tant que président, dans une position de force.

Or rien de positif ne pourra se faire à Paris, d'ici à juin 1984, sans le consentement de tous, dont celui des Britanniques. La Grande-Bretagne, a-t-on dit, perd toutes les batailles, sauf la dernière. Le Sommet de Paris sera,

pour les Anglais, l'occasion de tenter d'imposer, en matière agricole, les idées qu'ils ont toujours nourries. Ils avaient d'abord pensé que le mieux serait d'exclure l'agriculture, comme le faisait leur zone de libre-échange, morte en 1958. Ils ont ensuite reconnu qu'il était inévitable d'inclure l'agriculture dans le Marché commun, mais que, s'il devait y avoir une politique agricole commune, cette politique devrait être tout autre que la Pac élaborée par les Six, lorsqu'ils n'étaient que six.

Au cas où le sommet parisien se solderait lui aussi par un échec, les Britanniques peuvent même penser que la complexité des questions, les pro-

**Le fait de présider la C.e.e. n'est peut-être pas un atout pour la France.**

fondes divergences d'intérêts entre les Dix et les faiblesses inhérentes aux procédures propres au Sommet leur permettront de soutenir que les responsabilités sont partagées, et donc de ne pas être seuls à porter le chapeau.

Sur la complexité des questions, inutile de gloser. Quant aux divergences d'intérêts entre les Dix, elles sont bien plus profondes et plus nombreuses qu'entre les six Etats fondateurs du Marché commun. Plus il réunit d'Etats, moins le Marché commun est gouvernable, et plus il court le risque d'entrer en conflit avec les Etats non membres. Dès le jour où, en 1961, les Britanniques demandèrent à adhérer fut posé à la France un dilemme : accepter, et le Marché commun s'immobiliserait, ou refuser, et nos cinq partenaires ne voudraient plus progresser. Pendant la campagne présidentielle de 1969, Georges Pompidou, à la recherche de voix, se déclara favorable à l'adhésion britannique. Jean Monnet devait le convaincre que Londres rétablirait l'équilibre en face d'une Allemagne de plus en plus puissante. Raisonnablement qui ne valait pas davantage que celui, plus récent, consistant à affirmer que, une fois l'Espagne et le Portugal admis, la prépondérance des pays du

nord de l'Europe se trouverait atténuée. Avec les Anglais entrèrent les Danois, dont l'agriculture est moderne, et les Irlandais, qui sont en retard. Le débouché agricole anglais s'est rétréci, les Britanniques produisant davantage et s'approvisionnant hors du Marché commun.

Quant aux procédures propres aux sommets, elles font obstacle à la recherche patiente d'un compromis sur les questions techniques. Déjà, en 1962, à l'occasion du « plan Fouchet », initiative française prévoyant des réunions au sommet, les Néerlandais avaient fait valoir, à juste titre, combien il serait dangereux de créer, en dehors et au-dessus des institutions du Traité de Rome, une instance suprême qui serait forcément une instance d'appel dont l'existence même préviendrait tout accord au niveau des hauts fonctionnaires ou des ministres, fussent-ils des Affaires étrangères. Le « plan Fouchet » échoua, on le sait, pour bien d'autres raisons. En 1974, pour obtenir ces réunions au sommet dont il attendait beaucoup, Valéry Giscard d'Estaing accepta en contrepartie l'élection de l'Assemblée de la C.e.e. au suffrage universel. Ce troc ne fit guère progresser l'intégration européenne. Les sommets devinrent effectivement l'instance d'appel redoutée par La Haye. Rien d'important ne se fit plus dans le cadre ordinaire Bruxelles.

Aussi les malheureux chefs d'Etat ou de gouvernement sont-ils appelés à traiter de problèmes techniques, dérisoires si l'on veut, mais importants pour de vastes catégories de producteurs, et en tous les cas si complexes qu'ils n'ont ni la possibilité matérielle, c'est-à-dire le temps, de les dominer ni même le désir d'en connaître le détail et les subtilités. Ils peuvent, à la rigueur, exposer une position initiale. Ils sont dans l'incapacité d'en démordre et d'élaborer un compromis. Rien d'étonnant que les échecs soient plus fréquents que les succès, car les sommets ne durent que deux jours et ne peuvent être prolongés. Or il avait fallu, en 1968, « trente-trois jours et quelques nuits », selon Maurice Couve de Murville, au conseil ordinaire de Bruxelles pour parachever la Pac. Si, donc, Roland Dumas, nouveau venu, veut éviter l'échec du sommet parisien, il aura dès maintenant fort à faire. ■